

2 mai 1989

Madame, Monsieur,  
Chère consoeur, cher confrère,

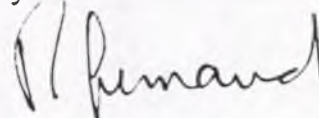
Le 4 juin prochain, peuple et cantons auront à se prononcer sur l'initiative "pour une protection des exploitations paysannes et contre les fabriques d'animaux (Initiative en faveur des petits paysans)". Le comité romand "contre une politique agricole erronée" m'a prié d'assurer un service de presse pour soutenir le point de vue du Conseil fédéral et du Parlement, qui recommandent le rejet de ce projet constitutionnel.

Comme le gouvernement et les Chambres, le comité estime que le texte l'initiative contredit son titre prometteur. Il souligne aussi qu'une acceptation de l'initiative serait dangereuse non seulement pour l'agriculture suisse, mais encore pour les autres milieux économiques. Et c'est le message que nous souhaitons faire passer.

Vous recevez à cette fin un premier envoi comportant une fiche de documentation et deux articles auxquels je vous prie de bien vouloir réserver un bon accueil, de manière que l'opinion publique puisse discuter l'enjeu de ce scrutin.

Je vous remercie de votre précieuse collaboration, et je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, chère consoeur, cher confrère, mes meilleures salutations.

Raymond Gremaud



Annexes: 1 documentation  
2 articles

NB.- Je suis à votre disposition (031 22 28 30) pour vous fournir tout article exclusif ou répondre à d'autres vœux éventuels.

## DANGEREUSE UTOPIE

"Pour une protection des exploitations paysannes et contre les fabriques d'animaux".

Voici le titre de l'initiative populaire qui nous sera soumise en votation fédérale le 4 juin prochain. C'est le seul objet inscrit, sur le plan fédéral, ce jour-là.

Qu'est-ce que cette initiative, lancée par l'Association des petits et moyens paysans, une organisation qui recrute l'essentiel de ses membres en Suisse alémanique, nous propose ?

Principalement deux choses.

Tout d'abord, une limitation du champ d'application de la législation agricole aux seules exploitations paysannes familiales possédant une base fourragère importante - 2/3 en plaine, et la moitié en montagne, ce qui implique donc une interdiction d'employer de la main-d'oeuvre étrangère.

Deuxièmement, cette initiative prévoit un renforcement du contrôle des importations afin de favoriser au maximum la production indigène. Comment cela ? Au moyen de taxes protectionnistes et d'une obligation de prise en charge des produits domestiques.

Le ton est ainsi donné. Cette initiative va foncièrement à l'encontre de la politique des structures qui s'est particulièrement développée ces dernières années en Suisse romande et elle nous propose en fait un retour en arrière, à une agriculture d'hier en ignorant donc complètement les nouvelles données internationales du GATT ou de la Communauté économique européenne. Il est donc inutile de préciser que l'acceptation de cette initiative nous placerait quasiment hors-jeu des grandes négociations économiques internationales, avec toutes les conséquences que cela aurait pour nos industries et services d'exportation. Et cela alors que nous venons d'obtenir en partie gain de cause au GATT!

Un grand et bruyant distributeur a clairement apporté son soutien à cette initiative, espérant ainsi obtenir de plus larges contingents d'importation de vin.

Cette initiative a deux vitesses; la première, c'est l'hyper-protection des petites et moyennes exploitations qui ferait du paysage agricole suisse une sorte de Disneyland agricole. La deuxième, elle, transmettrait une



notion très sauvage du libéralisme économique agricole en permettant, moyennant taxes et impôts, une liberté quasi totale des importations et favoriserait alors concrètement le développement "d'usines d'animaux" soumises aux seules lois du marché. Nous aurions ainsi deux agricultures!

De consensuelle et globale qu'elle eût été jusqu'à présent, la politique agricole fédérale deviendrait alors très sectorielle tout en instaurant un monopole de fait dans le secteur alimentaire, avec tout ce que cela représente comme potentialité d'abus dans le secteur des prix notamment.

Disons d'ailleurs deux mots sur les prix. Les partisans de cette initiative affirment que le revenu paysan se renforcera grâce à la distribution des taxes d'importation aux petites et moyennes exploitations, que les prix payés par les consommateurs, eux, baisseront et que la politique agricole fédérale coûtera moins cher aux contribuables.

C'est évidemment utopique et on peut au contraire prévoir une augmentation qui devra être prise en charge soit par le consommateur, soit par le contribuable ou, alors, par les exploitants. A moins que cela ne soit par les trois en même temps, à divers degrés.

Car il ne faut pas se leurrer: un retour en arrière au chapitre de la productivité des exploitations agricoles devra bien être payé quelque part et par quelqu'un.

Philippe Boillod

## INITIATIVE CATASTROPHIQUE

Petits paysans, vraiment ? Plus le temps passe, plus le citoyen doit se demander pour qui il va voter le 4 juin prochain. Lancée officiellement par l'Association des petits et moyens paysans (VKMB), l'initiative dite en faveur des petits paysans respire tout, sauf l'air de la campagne.

Il est tout de même curieux que les porte-parole venus défendre l'initiative dite en faveur des petits paysans dans le cadre du débat contradictoire organisé à Berne par la presse radicale soient deux... journalistes. Etonnant aussi que le luxueux argumentaire remis à cette occasion ait tout du recueil sorti de l'officine des publicistes de Denner, et guère des thèses issues d'un groupement de petits agriculteurs préoccupés par leur avenir.

"Ces excédents nous empêchent d'acheter de la viande à bon prix sur le marché mondial" (1.5. de l'argumentaire VKMB). Est-ce tout simplement plausible qu'une telle revendication provienne de nos petits agriculteurs ? Poser la question, c'est y répondre.

Si cette initiative n'est pas vraiment celle des petits paysans, les intérêts de qui défend-elle alors ? On trouve la réponse dans l'argumentaire VKMB (3.15) qui prend grand soin d'expliquer que Karl Schweri, propriétaire de la société Denner considère que son entreprise "est en quelque sorte une 'petite exploitation'". Raison pour laquelle Karl Schweri, lui-même fils d'un petit paysans, se sentirait très proche du combat de la VKMB.

A d'autres!!! C'est comme si Nestlé revendiquait d'être "en quelque sorte une petite exploitation" parce qu'Unilever est plus importante encore.

Malgré l'ombre de Denner, l'initiative n'est pas sans charme pour autant. Elle est même d'autant plus séduisante qu'elle partage d'importantes préoccupations avec le Conseil fédéral. Si ce dernier légifère contre les fabriques d'animaux, si la loi sur la protection des eaux fixe un nombre de bêtes par exploitation, si la Berne fédérale renforce les dispositions en faveur des petits paysans, c'est bien parce que les préoccupations sont les mêmes.

Ce que le Conseil fédéral n'encourage par contre pas, ce sont les importations à gogo. Or c'est le rêve de Denner. Et là, plus de verbe écologique! A la question de savoir si l'initiative contient une disposition pour interdire les importations de viande provenant des fabriques d'animaux, ses porte-parole ont simplement répondu que le GATT interdit une telle disposition. Et feu vert pour les produits des fabriques d'animaux étrangères sur la table des consommateurs suisses!!! ./.



Cela montre que si certains des buts de l'initiative sont louables, ses effets sont néanmoins pervers. Même pour les petits paysans. La VMKB n'admet-elle pas elle-même dans son argumentaire que "la disposition sur la base fourragère propre avantage plutôt les grandes exploitations" ?

Pour le président de la Confédération, Jean-Pascal Delamuraz, il y a confusion de moyens, et la réalité n'est pas celle décrite dans l'argumentaire alléchant des initiants. Il n'hésite pas à déclarer que l'initiative a un "titre trompeur" et que son texte est "dangereux". Pour les paysans certes, mais aussi pour les autres travailleurs.

Jean-Pascal Delamuraz ne craint en effet pas d'affirmer que les conséquences d'une acceptation de l'initiative seraient "catastrophiques", car toutes les bases des discussions avec le GATT seraient transformées au détriment de la Suisse, et pas seulement dans le secteur agricole. Ce sont donc tous les citoyens, et pas uniquement les agriculteurs, qui seraient bien inspirés dire "non" à l'initiative VMKB/Denner.

Raymond Gremaud